

Psychologie du vieillissement (licence en psychologie, groupe D, G, licence en sciences de l'éducation, 30 heures);

Aspects neurobiologiques des activités musicales (cours à option à la licence en psychologie, 30 heures).

L'ensemble de ces cours pourrait constituer des charges partielles ou une charge complète, relevant de la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation. Le titulaire éventuel d'une charge à temps plein assumera la direction d'une équipe de recherche et doit être en mesure de développer des activités de service à l'égard de la communauté et de la région.

Les candidats devront, par conséquent, présenter une compétence reconnue en matière de recherche et/ou de direction de recherches ainsi que pouvoir envisager de façon réaliste l'organisation de services à la communauté.

Le ou les titulaires seront rattachés à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation.

Les candidatures, avec l'exposé des titres, doivent être adressées en double exemplaire et par lettre recommandée à la Communauté française, Direction générale de l'Enseignement supérieur, Cité administrative de l'Etat — Bloc Arcades (6e étage), boulevard Pachéco 19, bte 0, 1010 Bruxelles, dans un délai de trente jours à dater de la publication du présent avis.

Les candidats sont également priés de faire parvenir une copie de la demande, ainsi qu'un exemplaire de leurs publications, à M. le recteur de l'Université de Liège, Place du XX Août 7, 4000 Liège.

#### Faculté des sciences agronomiques de Gembloux. — Cours à conférer

Quatre charges à temps partiel sont vacantes à la Faculté des sciences agronomiques de Gembloux :

- a) Minéralogie, géologie et géomorphologie (120 heures) : 2e candidature;
- b) Géologie des formations superficielles (30 heures) : 2e année du grade d'ingénieur agronome, orientation sciences du sol;
- c) Hydrogéologie et gestion des aquifères (30 heures) : 2e année du grade d'ingénieur agronome, orientation sciences du sol;
- d) Minéralogie et pédochimie minérale (90 heures) : 2e année du grade d'ingénieur agronome, orientation sciences du sol.

Chacune des charges à temps partiel mentionnées ci-dessus peut être postulée avec une ou plusieurs autres.

Les candidatures, avec l'exposé des titres, doivent être adressées en double exemplaire et par lettre recommandée à la Communauté française, Direction générale de l'Enseignement supérieur, Cité administrative de l'Etat — Bloc Arcades (6e étage), boulevard Pachéco 19, bte 0, 1010 Bruxelles, dans un délai de trente jours à dater de la publication du présent avis.

Les candidats sont également priés de faire parvenir une copie de la demande, ainsi qu'un exemplaire de leurs publications, à M. le recteur de la Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux, Passage des Déportés 2, 5030 Gembloux.

#### Direction générale de l'Enseignement supérieur

Commission de langue française  
chargée de l'organisation des examens linguistiques dans l'enseignement  
Appel aux candidats pour la session 1993. — Erratum

Dans l'appel aux candidats pour la session 1993 de la Commission linguistique française paru au *Moniteur belge* n° 36 du 20 février 1993, page 3957, le second alinéa du point III.3.5. doit se lire :

« Un envoi recommandé posté après le 7 avril 1993 ne sera pas pris en considération, même si le paiement a été effectué avant cette date. »

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 27092]

2 DECEMBRE 1992. — Circulaire ministérielle relative aux frais d'étude, de direction, de contrôle et de surveillance prévus à l'article 340 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

#### Objet

**Article 1er.** La présente circulaire définit l'aide financière régionale en faveur des personnes morales de droit public, autres que la Région, prévue aux articles 339 et 340 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine couvrant les frais d'étude, de direction, de contrôle et de surveillance des travaux de rénovation au sens de l'article 79, 2°, du Code.

## Frais d'étude de faisabilité

**Art. 2. § 1er.** Une étude de faisabilité peut être confiée moyennant accord de la Région par la personne morale de droit public à un ou plusieurs spécialistes (architecte, urbaniste, ingénieur, géomètre-expert immobilier, économiste, ou un bureau d'étude multidisciplinaire) en vue de proposer les options de l'opération d'assainissement et de rénovation.

Cette étude constitue un marché de service aux termes de la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et peut être préalable à la décision d'intervention financière.

§ 2. Cette étude peut porter notamment sur :

- 1° l'investigation sanitaire des bâtiments;
- 2° le relevé des contraintes présentes sur le site (présence de fondations, contamination du sol, etc.);
- 3° la mise en évidence des potentialités du site;
- 4° l'identification des besoins éventuels et l'étude de l'adéquation entre les potentialités et ces besoins;
- 5° la présentation d'une esquisse;
- 6° la détermination d'une enveloppe budgétaire sur base de la méthode coût rapporté à la surface ou au volume, qui servira de base à la fixation du montant maximum admissible des travaux.

Le contenu de l'étude est déterminé conjointement par la Région et la personne morale de droit public.

§ 3. La rémunération des auteurs de l'étude est établie selon les barèmes applicables aux professions énumérées ci-dessus.

Les barèmes prévus ci-dessous, qui couvrent l'ensemble des missions définies au point 2 peuvent également être appliqués :

- fixe : 20 000 F
- par m<sup>2</sup> au sol de bâti :
  - jusque 500 m<sup>2</sup> 100 F
  - au-delà de 500 m<sup>2</sup> 20 F
- par ha de terrain : 5 000 F

Ces montants sont ceux en vigueur au 1er janvier 1992 et sont adaptés tous les deux ans suivant l'index.

§ 4. L'aide couvre 100 % du coût de cette étude.

Cette étude de faisabilité ne peut pas constituer une première phase d'un contrat plus large.

La participation des spécialistes à la suite de l'opération est subordonnée à l'accord de la Région.

## Frais d'étude, de direction et de contrôle

**Art. 3. § 1er.** La classe à prendre en considération est déterminée en fonction de la nature des travaux de rénovation dont relève principalement le projet ou la phase de projet considérée :

- 1° les mouvements de terre : classe 1
- 2° le verdissage (les semis, les plantations et le boisement) : classe 2
- 3° l'assainissement (les démolitions, l'évacuation des décombres, les ragréages) : classe 2
- 4° les travaux d'infrastructure (l'évacuation des eaux, l'équipement urbain de base) : classe 2
- 5° les constructions nouvelles : classe 2
- 6° la réhabilitation des constructions maintenues, dans le cas de remise en état de halls industriels : classe 2
- 7° la réhabilitation des constructions maintenues, dans les autres cas : classe 3

§ 2. Le tableau suivant indique les pourcentages permettant d'établir l'aide financière en fonction de la tranche du montant hors TVA de la phase de travaux considérée, exprimé en millions de francs.

Tranches	classe 1	classe 2	classe 3
de 0 à 1,5	6	7	9
de 1,5 à 3	5	6	8
de 3 à 10	4	5	7
de 10 à 25	3	4	5,5
de 25 à 100	2	3	4
au-delà de 100	1,5	2	4

§ 3. L'aide est affectée aux différentes prestations selon la répartition suivante :

- 1° levé (et esquisse) 10 %
- 2° avant-projets 15 %

3° plans de projet	10 %
4° cahier des charges et métré estimatif	15 %
5° rapport d'adjudication	10 %
6° détails d'exécution, direction du chantier, contrôle et vérification des états d'avancement (paiement à chaque tiers du délai contractuel)	3 x 10 %
7° réceptions provisoires et établissement du décompte final	10 %
8° réception définitive	PM

Cette aide est censée couvrir l'ensemble de la mission précisé dans le contrat, ainsi que l'ensemble des frais directs ou indirects générés par l'accomplissement de cette mission.

#### Frais de surveillance

**Art. 4.** Dans le cas où est exercée une surveillance permanente, confiée par contrat à un surveillant indépendant, l'aide couvre les frais de surveillance à concurrence de 2 % du montant des travaux.

#### Plafonnements de l'aide

**Art. 5.** Dans le cas où la Région ne prend en charge qu'une partie des travaux, les aides fixées ci-dessus sont réduites dans la même proportion.

L'aide est plafonnée aux prestations réellement effectuées et aux montants réellement déboursés.

La Région dispose d'un délai de deux mois à dater de la réception des documents transmis par le maître de l'ouvrage pour marquer son désaccord éventuel.

Lorsque le prestataire fait partie des services de la personne morale de droit public, l'aide est fixée forfaitairement à la moitié des barèmes établis aux articles 2 et 3.

#### Programme de liquidation

**Art. 6.** L'aide prévue à l'article 2 est liquidée lors de l'accord de la Région sur l'étude de faisabilité.

L'aide prévue aux articles 3 et 4 fait l'objet de trois liquidations sur présentation de déclarations de créance accompagnées le cas échéant des notes d'honoraires correspondantes :

1° les prestations effectuées lors de l'accord de la Région sur l'avant-projet, soit normalement 25 % couvrant les prestations 1 et 2 calculées sur base de l'estimation d'avant-projet;

2° les prestations effectuées lors de l'accord de la Région sur le projet, soit normalement 50 % couvrant les prestations 3 et 4 calculées sur base de l'estimation définitive, déduction faite de la première liquidation;

3° le solde lors de l'accord de la Région sur la réception définitive, soit normalement 100 % couvrant les prestations 5, 6 et 7 calculées sur base du décompte final, déduction faite des premières liquidations, ainsi que les frais de surveillance;

#### Conditions

**Art. 7.** Les paiements sont conditionnés à l'usage du contrat-type établi par la Direction de l'Aménagement actif de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement et à la production de l'assurance couvrant la responsabilité professionnelle des prestataires au sens des articles 1792 et 2270 du Code civil.

Bruxelles, le 2 décembre 1992.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,  
R. Collignon.

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 27092]

**2. DEZEMBER 1992. – Ministerielles Rundschreiben über die in Artikel 140 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgesehene Studien-, Leitungs-, Kontrolle- und Überwachungskosten**

#### Gegenstand

**Artikel 1.** Das vorliegende Rundschreiben bestimmt die finanzielle regionale Unterstützung zugunsten von anderen juristischen Personen öffentlichen Rechts anders als von der Wallonischen Region, die in Artikel 339 und 340 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgesehen ist, und die die Studien-, Leitungs-, Kontrolle- und Überwachungskosten der Neugestaltungsarbeiten im Sinne von Artikel 79 2°, des Gesetzbuches deckt.

## Kosten der Durchführbarkeitsstudien

**Art. 2. § 1.** Mit dem Einverständnis der Region darf die juristische Person öffentlichen Rechts einen oder mehrere Spezialisten (Architekt, Städteplaner, Ingenieur, Landmesser-Sachverständiger Immobilien, Volkswirt oder mehr disziplinarische Studienbüros) mit einer Durchführbarkeitsstudie zwecks der Vorstellung von Optionen über die Sanierungs- und Neugestaltungsmaßnahme beauftragen.

Die Studie bildet einen Auftrag von Dienstleistungen im Sinne des Gesetzes vom 14. Juli 1976 über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen und kann vor dem Beschluß der finanziellen Beteiligung durchgeführt werden.

§ 2. Diese Studie kann sich insbesondere auf das folgende beziehen :

- 1° die sanitäre Untersuchung der Gebäude;
- 2° die Liste der auf dem Gelände bestehenden Beschränkungen (Vorhandensein von Fundamenten, Verseuchung des Bodens, usw.);
- 3° die Unterstreichung der Potentialitäten am Gelände;
- 4° die Identifizierung der eventuellen Bedürfnisse und die Studie über die Gleichwertigkeit zwischen den Potentialitäten und diesen Bedürfnissen;
- 5° die Vorlage einer Skizze;
- 6° die Festlegung der notwendigen Haushaltsmittel aufgrund der Methode der der Fläche oder dem Volumen entsprechenden Kosten, die als Grund für die Festlegung des annehmbaren Höchstbetrags der Arbeiten dienen.

Der Studieninhalt wird von der Region und von der juristischen Person öffentlichen Rechts gemeinsam festgelegt.

§ 3. Die Entlohnung der Studienverfasser wird nach den den nachstehenden Berufen anwendbaren Lohnsätzen festgelegt.

Die hierunter vorgeschenen Lohnsätze, die die sämtlichen im Punkt 2 bestimmten Aufgaben decken, können auch Anwendung finden :

– fest :	20 000 F
– pro m <sup>2</sup> des bebauten Geländes :	
– bis zu 500 m <sup>2</sup>	100 F
– über 500 m <sup>2</sup>	20 F
– pro Ha Gelände	5 000 F

Diese Beträge sind die am 1. Januar 1992 gültigen Beträge und werden jede zwei Jahre nach dem Index angepaßt.

§ 4. Die Beihilfe deckt 100% dieser Studienkosten.

Diese Durchführbarkeitsstudie darf nicht die erste Phase eines breiteren Vertrags bilden.

Die Beteiligung von Spezialisten infolge der Maßnahme ist dem Einverständnis der Region unterworfen.

## Studien-, Leistungs- und Kontrollekosten

**Art. 3. § 1.** Die zu berücksichtigte Klasse ist je nach der Art der hauptsächlich Renovierungsarbeiten, die für die Verwirklichung des Projekts oder der betroffenen Phase des Projekts notwendig sind, festgelegt :

1° die Erdbewegungen	Klasse 1
2° die Grünpflanzungen (die Aussaaten, Bepflanzung und Bewaldung)	Klasse 2
3° die Sanierung (das Abbauen, die Schuttabführung, die Verputzung)	Klasse 2
4° die Infrastrukturarbeiten (die Wasserableitung, die städtische Grundausstattung)	Klasse 2
5° die Neubauten	Klasse 2
6° die Neugestaltung der fortbestehenden Bauten, im Falle der Instandsetzung von industriellen Hallen	Klasse 2
7° die Neugestaltung der fortbestehenden Bauten, in den anderen Fällen	Klasse 3

§ 2. Die folgende Tabelle gibt die Prozentsätze an, die die Festlegung der finanziellen Beihilfe gemäß der in Millionen F ausgedrückten Tranche des Betrags außer MWSI der betroffenen Phase der Arbeiten ermöglichen.

Tranche	Klasse 1	Klasse 2	Klasse 3
von 0 bis 1,5	6	7	9
von 1,5 bis 3	5	6	8
von 3 bis 10	4	5	7
von 10 bis 25	3	4	5,5
von 25 bis 100	2	3	4
über 100	1,5	2	4

§ 3. Die Beihilfe wird den verschiedenen Leistungen nach der folgenden Aufteilung zugeteilt :

1° Aufnahme (und Skizze)	10 %
2° Vorprojekte	15 %

3° Projektpläne	10 %
4° Lastenheft und Schätzungsaufmaß	15 %
5° Bericht über die Ausschreibung	10 %
6° Details der Ausführung, Leitung der Baustelle, Kontrolle und Überprüfung der erreichten Zustände: (Bezahlung an jedem Drittel der vertraglich vereinbarten Frist)	3 x 10 %
7° Provisorische Abnahme und Aufstellung der Endabrechnung	10 %
8° Endgültige Abnahme	PM

Diese Beihilfe ist zur Deckung der gesamten im Vertrag bestimmten Aufgabe sowie der sämtlichen direkten oder indirekten aus dieser Aufgabe stammenden Kosten betrachtet.

#### Überwachungskosten

**Art. 4.** Wenn ein selbstständiger Überwacher damit vertraglich beauftragt ist, eine ständige Überwachung auszuüben, deckt die Beihilfe die Überwachungskosten bis zu 2 % des Arbeitenbetrags.

#### Höchstbegrenzung der Beihilfe

**Art. 5.** Wenn die Region nur einen Teil der Arbeiten zu Lasten nimmt, werden die vorstehenden Beihilfen verhältnismäßig herabgesetzt.

Die Beihilfe entspricht höchstens den wirklich ausgeführten Leistungen und den wirklich ausgezahlten Ausgaben.

Die Region verfügt über eine Frist von zwei Monaten ab dem Empfang der vom Bauherrn geschickten Dokumente um ihre eventuelle Unstimmigkeit abzugeben.

Wenn der Erbringer der Leistungen den Dienststellen der juristischen Person öffentlichen Rechts angehört, wird die Beihilfe zur Hälfte der in Artikel 2 und 3 bestimmten Tarife pauschaliert.

#### Auszahlungsprogramm

**Art. 6.** Die in Artikel 2 vorgesehene Beihilfe wird beim Einverständnis der Region über die Durchführbarkeitsstudie ausgezahlt.

Die in Artikel 3 und 4 vorgesehene Beihilfe ist Gegenstand dreier Auszahlungen auf Vorlage der Forderungsanmeldungen gegebenenfalls zusammen mit den entsprechenden Honorarrechnungen :

1° die beim Einverständnis der Region über das Vorprojekt ausgeführten Leistungen, d.h. normalerweise 25 % zur Deckung der Leistungen 1 und 2, die auf Grundlage der Vorprojektsschätzung berechnet werden;

2° die beim Einverständnis der Region über das Projekt ausgeführten Leistungen, d.h. normalerweise 50 % zur Deckung der Leistungen 3 und 4, die auf Grundlage der endgültigen Schätzung berechnet werden; die erste Auszahlung wird davon bezogen;

3° der Restbetrag beim Einverständnis der Region über die endgültige Abnahme, d.h. normalerweise 100 % zur Deckung der Leistungen 5, 6 und 7, die auf Grundlage der Endabrechnung berechnet werden; die ersten Auszahlungen sowie die Überwachungskosten werden davon gezogen.

#### Bedingungen

**Art. 7.** Die Zahlungen sind der Anwendung des von der "Direction de l'Aménagement actif de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement" (Direktion der aktiven Planung der Generaldirektion der Raumordnung und des Städtebaus) aufgestellten Mustervertrags und der Vorlage der Berufshaftpflichtversicherung der Erbringer der Leistungen im Sinne der Artikel 1792 und 2270 des Bürgerlichen Gesetzbuches bedingt.

Brüssel, den 2. Dezember 1992.

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,

R. Collignon.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAISE GEWEST

[C - 27092]

**2 DECEMBER 1992. – Ministeriële omzendbrief betreffende de in artikel 340 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium bepaalde studie-, leidings-, controle- en toezichtskosten**

Onderwerp

**Artikel 1.** Deze omzendbrief beoogt de bepaling van de in de artikelen 339 en 340 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium bedoelde financiële steun van het Gewest, die ten gunste van de publiekrechtelijke rechtspersonen, met uitzondering van het Waalse Gewest, kan worden toegestaan met het oog op de

dekking van de studie-, leidings-, controle- en toezichtskosten met betrekking tot de in de zin van artikel 79, 2°, van het Wetboek uitgevoerde vernieuwingswerken.

#### Kosten m.b.t. het haalbaarheidsonderzoek

**Art. 2. § 1.** De publiekrechtelijke rechtspersoon kan, mits instemming van het Gewest, aan één of verschillende deskundigen (architect, stedenbouwkundige, ingenieur, landmeter-expert onroerende goederen, econoom of een multidisciplinair adviesbureau) een haalbaarheidsonderzoek toevertrouwen teneinde de mogelijkheden van sanerings- en vernieuwingswerken voor te stellen.

Krachtens de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten vormt dat onderzoek een opdracht voor de aanneming van diensten en kan het de beslissing tot financiële steun voorafgaan.

§ 2. Het onderzoek kan inzonderheid betrekking hebben op :

- 1° het onderzoek naar de gezondheid van de gebouwen;
- 2° het overzicht van de verplichtingen ter plaatse (aanwezigheid van funderingen, besmetting van de grond, enz.);
- 3° het onderstrepen van de mogelijkheden van de plaats;
- 4° het identificeren van de mogelijke behoeften en het onderzoek naar het afgestemd zijn van de mogelijkheden aan deze behoeften;
- 5° het voorstellen van een schets;
- 6° het vaststellen van een financiële ruimte op grond van de kostenmethode naar verhouding tot de oppervlakte of het volume, die als basis zal dienen voor het bepalen van het maximum toelaatbare bedrag van bedoelde werken.

De inhoud van het onderzoek wordt gezamenlijk door het Gewest en de publiekrechtelijke rechtspersoon vastgelegd.

§ 3. De bezoldiging van de onderzoeksauteurs wordt vastgesteld overeenkomstig de voor de hierboven opgesomde beroepen toepasbare loonschalen.

De hieronder bepaalde loonschalen, die het geheel van de in punt 2 bedoelde opdrachten dekken, zijn eveneens toepasbaar :

- vast :	20 000 F
- per m <sup>2</sup> bebouwd stuk grond :	
- tot 500 m <sup>2</sup>	100 F
- meer dan 500 m <sup>2</sup>	20 F
- per ha grond :	5 000 F

Deze bedragen zijn die van kracht op 1 januari 1992 en worden om de twee jaar volgens het indexcijfer aangepast.

§ 4. De financiële steun dekt 100 % van de kosten van het onderzoek.

Het haalbaarheidsonderzoek mag niet de eerste fase van een ruimer contract uitmaken. De deelneming van de deskundigen aan het vervolg van de verrichting is afhankelijk van de instemming van het Gewest.

#### Studie-, leidings- en controlekosten

**Art. 3. § 1.** De in overweging te nemen klasse wordt bepaald al naar gelang het type vernieuwingswerken waartoe het bedoelde ontwerp of de bedoelde ontwerpfasen hoofdzakelijk behoort :

1° de grondbewegingen	klasse 1
2° de groenwording (zaaiingen, beplantingen en bosaanplanting)	klasse 2
3° de sanering (slopingen, verwijdering van het puin, afwerkingen)	klasse 2
4° infrastructuurwerken (waterlozing, basisstadsuitrusting)	klasse 2
5° nieuwbouw	klasse 2
6° renovatie van de bewaarde gebouwen, als het gaat om het herstellen van industriehallen	klasse 2
7° renovatie van de bewaarde gebouwen in de andere gevallen	klasse 3

§ 2. In de volgende tabel staan de percentages vermeld waarmee de financiële steun wordt berekend al naar gelang de tranche waarin het in miljoen frank uitgedrukt bedrag (excl. BTW) van de in aanmerking genomen werkfase zich bevindt.

Tranches	klasse 1	klasse 2	klasse 3
van 0 tot 1,5	6	7	9
van 1,5 tot 3	5	6	8
van 3 tot 10	4	5	7
van 10 tot 25	3	4	5,5

Tranches	klasse 1	klasse 2	klasse 3
van 25 tot 100	2	3	4
boven 100	1,5	2	4

§ 3. De financiële steun is bestemd voor de verschillende verrichtingen aan de hand van volgende verdeling :

1° opmeting (en ruw ontwerp)	10 %
2° voorontwerpen	15 %
3° ontwerpplannen	10 %
4° bestek en opmeting-begroting	15 %
5° aanbestedingsverslag	10 %
6° details van uitvoering, directie van het werkterrein, controle en keuring van de vorderingsstaten (betaling aan elke derde van de in de overeenkomst bepaalde termijn)	3 x 10 %
7° voorlopige aanneming en vaststelling van de eindafrekening	10 %
8° definitieve aanneming	PM

De financiële steun wordt geacht het geheel van de in de overeenkomst vastgestelde opdracht te dekken, alsook het geheel van de door de uitvoering van bedoelde opdracht opgeleverde rechtstreekse of onrechtstreekse kosten.

#### Toezichtskosten

Art. 4. Wanneer er een bij overeenkomst aan een zelfstandige bewaker toevertrouwde toezicht voortdurend wordt uitgeoefend, dekt de financiële steun deze toezichtskosten ten belope van 2 % van het bedrag van de verrichtingen.

#### Beperkingen van de hulpverlening

Art. 5. Indien het Gewest slechts een deel van de werkzaamheden op zich neemt, worden de hierboven vastgestelde steunpercentages in gelijke mate verminderd.

De financiële steun beperkt zich tot de werkelijk uitgevoerde verrichtingen en tot de werkelijk uitgegeven bedragen. Het Gewest beschikt over een termijn van twee maanden na ontvangst van de door de opdrachtgever overgemaakte documenten teneinde zijn mogelijke onenigheid bekend te maken.

Wanneer de werkverrichter deel uitmaakt van de diensten van de publiekrechtelijke rechtspersoon, wordt de financiële steun forfaitair vastgesteld op de helft van de in de artikelen 2 en 3 bepaalde barema's.

#### Vereffeningprogramma

Art. 6. De in artikel 2 vastgestelde financiële steun wordt vereffend wanneer het Gewest het haalbaarheidsonderzoek goedkeurt.

De in de artikelen 3 en 4 vastgestelde financiële steun wordt in drie keer vereffend op voorlegging van verklaringen van schuldvorderingen met, in voorkomend geval, de overeenstemmende nota's met betrekking tot de honoraria :

1° de verrichtingen uitgevoerd bij de goedkeuring van het voorontwerp door het Gewest, hetzij normaal 25 % die de op grond van de schatting in het voorontwerp gerekende verrichtingen 1 en 2 dekken;

2° de verrichtingen uitgevoerd bij de goedkeuring van het voorontwerp door het Gewest, hetzij normaal 50 % die de op grond van de definitieve schatting gerekende verrichtingen 3 en 4 dekken, na aftrek van de eerste vereffening.

3° het saldo bij de goedkeuring van de definitieve aanneming door het Gewest, hetzij in principe 100 % die de op grond van de afrekening gerekende verrichtingen 5, 6 en 7 dekken, na aftrek van de eerste vereffeningen evenals de toezichtskosten.

#### Voorwaarden

Art. 7. Voor de betalingen moet het door de "Direction de l'Aménagement actif de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement" (Directie Actieve Inrichting van het Algemeen Bestuur Ruimtelijke Ordening en Huisvesting) opgestelde modelcontract worden gebruikt en moet de verzekering met betrekking tot de beroepsaansprakelijkheid van de werkverrichters in de zin van de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek worden voorgelegd.

Brussel, 2 december 1992.

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. Collignon.